



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

QUARANTIÈME SESSION

Budapest (Hongrie), 27-28 septembre 2017

Contribution des Commissions techniques régionales aux priorités régionales

I. Introduction

1. L'examen quadriennal du Cadre stratégique de la FAO et l'élaboration d'un nouveau Plan à moyen terme (PMT) pour 2018-2021 et du Programme de travail et budget pour 2018-2019¹, qui ont été approuvés par la Conférence en juillet 2017², ont été menés à bien en 2015 et en 2016, par le biais des réunions des conférences régionales et des comités techniques.

2. Dans le cadre de ce processus, un examen stratégique régional structuré a été réalisé afin de dégager les grands problèmes et tendances qui caractérisent les domaines de l'alimentation et de l'agriculture en Europe et en Asie centrale, ainsi que leurs répercussions sur les futures activités de la FAO dans la région.

3. Les activités prioritaires de la FAO pour 2018-2019 dans la région, telles que définies par la Conférence régionale pour l'Europe³, sont les suivantes:

- 1) Formulation de politiques efficaces en faveur d'une croissance durable et inclusive au profit des agriculteurs et des populations rurales, en mettant l'accent sur les petits agriculteurs et les exploitations familiales dans les politiques agricoles et les politiques générales de développement;

¹ C 2017/3 – Plan à moyen terme 2018-2021 et Programme de travail et budget 2018-2019, <http://www.fao.org/3/a-ms278f.pdf>.

² Rapport de la quarantième session de la Conférence de la FAO (Rome [Italie], 3-8 juillet 2017) <http://www.fao.org/3/a-mu208f.pdf>.

³ Rapport de la trentième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (Antalya [Turquie], 4-6 mai 2016): <http://www.fao.org/3/a-mq752f.pdf>.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mu358

- 2) Élargissement du rayon d'action pour atteindre de nouveaux marchés en alignant les politiques commerciales, sanitaires et phytosanitaires, afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'OMC et les obligations internationales en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, grâce au développement des chaînes de valeur;
- 3) Promotion de la gestion durable des ressources naturelles, lutte contre la dégradation des terres et la désertification, notamment par des mesures d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique, qui seront des domaines d'action prioritaires à moyen et long termes;
- 4) Lutte contre l'insécurité alimentaire et réduction de la malnutrition sous toutes ses formes, qui constituent des défis majeurs à moyen et long termes.

4. Dans le cadre de la gouvernance régionale, il existe six commissions techniques au sein de la région Europe et Asie centrale, qui sont chargées de traiter des questions techniques. Ce sont des organes qui relèvent de l'article VI ou de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO.

- **Article VI** (reproduit dans les Textes fondamentaux)⁴ [commissions régionales créées par la Conférence ou le Conseil, ouvertes à l'ensemble des États Membres et Membres associés dont les territoires sont situés entièrement ou partiellement dans une ou plusieurs régions et qui ont pour fonction de donner des avis sur la formulation et l'application des politiques et de coordonner la mise en œuvre des politiques]. Pour la région Europe et Asie centrale, il s'agit des commissions suivantes: Commission européenne d'agriculture (ECA), Commission européenne des forêts (CEF) et Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI).
- **Article XIV** (reproduit dans les Textes fondamentaux)⁵ [commissions régionales créées aux termes d'un accord approuvé par la Conférence sur des questions en rapport avec l'alimentation et l'agriculture et disposant d'un budget autonome]. Pour la région Europe et Asie centrale, il s'agit des commissions suivantes: Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase et Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse⁶.

5. Compte tenu du caractère intersectoriel des objectifs de développement durable récemment adoptés, il devient de plus en plus nécessaire de veiller à améliorer la coordination et la cohérence au niveau régional, et notamment de définir les liens entre les différentes commissions techniques régionales (tout en prenant en compte leur diversité institutionnelle et opérationnelle). En tant qu'organes créés en vertu de l'article VI, l'ECA (depuis la vingt-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Europe réunie en 2000), la CEF et la CECPAI (toutes deux depuis la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe en 2016) font rapport à la Conférence régionale pour l'Europe et *devraient examiner les aspects techniques et les questions revêtant une importance dans la région dans le cadre de leur mandat et présenter des recommandations à la Conférence régionale pour l'Europe, afin que celle-ci les prenne en compte dans ses réflexions et délibérations en matière de politiques*⁷. À sa cinquième session (10-12 octobre 2016), la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase a décidé de faire rapport elle aussi à la Conférence régionale pour l'Europe. Pour le moment, la Commission générale des pêches pour la Méditerranée et la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse n'ont quant à elles pas engagé de procédure formelle dans ce sens.

⁴ Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture <http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf#page=11>.

⁵ Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture <http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf#page=11>.

⁶ Le présent document ne concerne pas la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, car celle-ci fonctionne de manière plus indépendante par rapport à la FAO.

⁷ Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Europe approuvé par la Conférence régionale pour l'Europe, à sa trentième session, en mai 2016.

6. L'évaluation de l'ECA, ainsi que les conclusions de la consultation informelle qui a eu lieu à Budapest (Hongrie), les 29 et 30 mai 2017⁸, ont mis en évidence l'importance de la collaboration entre les commissions techniques régionales. Le présent document a pour objet de fournir à la Commission européenne d'agriculture un aperçu des priorités de chaque commission technique de la région et donc d'exposer les liens possibles entre les commissions, ce qui constituera un point de départ pour cerner les synergies et ouvrir un dialogue vers plus de cohérence.

7. La suite du présent document est divisée en deux sections principales:

- La section II porte sur les principales priorités de la commission concernée, les liens avec le Cadre stratégique de la FAO et la contribution de ladite commission à l'accomplissement des objectifs de développement durable (ODD) dans la région.
- La section III contient les conclusions et des recommandations quant à la marche à suivre.

II. Résumé des principales priorités des commissions dans la région

A. Commission européenne d'agriculture (ECA)⁹

1. Principales activités prioritaires de la Commission pour 2018-2019

8. L'objectif principal de la Commission européenne d'agriculture est d'aider les États membres à entreprendre des actions conjointes et à coopérer sur des questions techniques et politiques dans le domaine de l'agriculture, notamment la recherche, l'éducation, la vulgarisation, ainsi que des questions relatives à la nutrition et à l'économie agricole. La Commission a également pour mission d'encourager et de faciliter la coopération entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées par l'agriculture en Europe¹⁰. Conformément à l'accord de la vingtième session de l'ECA, la Commission est un organe chargé de préparer les travaux de la Conférence régionale pour l'Europe. Le mandat de l'ECA comprend l'évaluation et l'identification des domaines de priorité régionaux qui doivent être examinés puis présentés à la Conférence régionale pour l'Europe, en vue de leur approbation.

9. Les activités de l'ECA en 2018-2019 seront donc étroitement liées aux domaines de priorité définis lors de la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe (voir par. 3 ci-dessus). Dans le cadre de son mandat, l'ECA contribue à ces domaines de priorité de la manière suivante:

10. Priorité 1 – Petits agriculteurs et autonomisation des petits exploitants familiaux

- Revitalisation des zones rurales, réduction de l'émigration, développement des infrastructures pour les petits agriculteurs, notamment l'accès aux services de conseil, aux pratiques innovantes et aux établissements de formation, afin d'améliorer leur compétitivité, accès équitable à la terre et sa distribution;
- Meilleure définition des régimes fonciers, poursuite de l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;

⁸ Compte rendu de la consultation informelle (29-30 mai 2017):

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/reu/europe/documents/events2017/IC/Minutes_en.pdf

⁹ Site web de la Commission européenne d'agriculture: <http://www.fao.org/europe/commissions/eca/en/>

Rapport de la trente-neuvième session de la Commission européenne d'agriculture (Budapest, 22-23 septembre 2017): <http://www.fao.org/3/a-mo701f.pdf>.

¹⁰ Site web des organes directeurs et statutaires de la FAO: http://www.fao.org/unfao/govbodies/gsb-subject-matter/statutory-bodies-details/fr/c/86/?no_cache=1

- Autonomisation des femmes rurales, aide à la formation professionnelle et appui aux services de sécurité sociale pour les groupes les plus défavorisés.

11. **Priorité 2 – Commerce agroalimentaire et intégration des marchés**

- Alignement des politiques commerciales, sanitaires et phytosanitaires sur les engagements pris sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), renforcement des capacités des agences de sécurité sanitaire des aliments des États membres en matière d'analyse des risques pesant sur la sécurité sanitaire des aliments (gestion des risques, évaluation des risques et communication sur les risques);
- Assistance technique pour la mise à jour des chaînes de valeur de certaines denrées alimentaires, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, y compris les petites et moyennes exploitations agricoles et les acteurs du secteur alimentaire.

12. **Priorité 3 – Gestion durable des ressources naturelles et changement climatique**

- Gestion de l'eau et dégradation des terres dans la plupart des pays de la région;
- Préservation de la biodiversité et diminution de la surexploitation des sols;
- Intégration du secteur des forêts à l'agriculture, notamment par la gestion des parcours et des pâturages.
- Agriculture intelligente face au climat, afin d'améliorer durablement la productivité et la hausse des revenus, en appuyant l'adaptation du secteur agricole de toute la région.

13. **Priorité 4 – Sécurité alimentaire et lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes**

- Diminution des carences en micronutriments, de la surnutrition et de la mauvaise alimentation des enfants et des adultes;
- Élaboration et gestion de mécanismes de gouvernance et de coordination inclusifs, aide au renforcement des processus de prise de décision fondés sur des éléments factuels, mise à disposition de données et d'informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Accent mis sur les politiques, les investissements, les programmes et les cadres juridiques, notamment les lois sur la sécurité alimentaire et les programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

14. Par ailleurs, le Comité exécutif de l'ECA a pris note des débats préliminaires relatifs à l'évaluation de l'ECA, en particulier du fait que l'amélioration de l'approche technique de l'ECA est considérée comme une priorité absolue et qu'il faut ainsi traiter un thème à la fois, afin que celui-ci soit plus pertinent et plus utile aux membres au sens large et permette de partager des connaissances et des expériences de grande qualité. Le Comité exécutif a par ailleurs examiné le thème biennal approuvé par la Conférence pour 2018-2019: *le changement climatique et son impact sur le travail et les activités de la FAO*. L'ordre du jour de la quarantième session de l'ECA reflète déjà cette approche, car le principal thème de la session porte sur «le changement climatique et les maladies animales transfrontalières». La session a porté principalement sur les effets du changement climatique sur les maladies animales, le commerce et la sécurité alimentaire dans la région, l'inquiétude croissante face à la résistance aux antimicrobiens et ses répercussions et, enfin, le suivi de l'Accord de Paris conclu sous l'égide de la CCNUCC¹¹.

¹¹ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

2. *Liens entre les programmes stratégiques et les priorités de la Commission*

15. La priorité 1 est étroitement liée à l'**OS 3** et à l'intérêt porté au transfert de pratiques innovantes aux petits agriculteurs. Elle concerne également la question de la structure des exploitations et des capacités des petits agriculteurs dans la région. La priorité est également alignée sur l'**OS 4** *«Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces»* et sur les spécificités régionales *«Renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition de manière durable»* et *«Fournir des avis en matière de politiques aux gouvernements, afin d'appuyer l'intensification de la production agricole durable pour les petits agriculteurs»*. Cette priorité inclut le moteur régional 1 *«Moyens d'existence des populations rurales et pauvreté rurale»*.

16. La priorité 2 contribue à l'**OS 4** et à la Spécificité régionale *«Fournir un appui politique et institutionnel pour l'entrée d'États Membres dans des organisations régionales et mondiales s'occupant de commerce et d'établissement de normes et des organisations de coopération économique régionale»*. Cette priorité inclut le moteur régional 5 *«Politiques en matière de commerce agricole»*.

17. La priorité 3 est liée à l'**OS 5** *«Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise»* et à la Spécificité régionale *«Gestion des ressources naturelles, notamment adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets»*. Cette priorité inclut le moteur régional 3 *«Durabilité de la production alimentaire et des systèmes alimentaires»*.

18. La priorité 4 entre dans le cadre de l'**OS 1** *«Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition»* et de la spécificité régionale *«Renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition de manière durable»*, au même titre que la priorité 1. Cette priorité inclut le moteur régional 4 *«Insécurité alimentaire»*.

3. *Contribution de l'ECA au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD)*

19. La priorité 1 concerne principalement l'**ODD 1** (élimination de la pauvreté) et l'**ODD 2** (élimination de la faim). Elle concerne en particulier la cible 1.4, relative à l'accès aux ressources et aux services, et la cible 2.3, relative à la productivité et la hausse des revenus des petits agriculteurs.

20. La priorité 2 porte principalement sur l'**ODD 8** (travail décent et croissance économique) et l'**ODD 17** (partenariats en vue d'atteindre les objectifs fixés), ainsi que sur l'**ODD 2**, l'**ODD 10** (réduire les inégalités) et l'**ODD 12** (consommation et production responsables). Elle concerne en particulier la cible 8.a, relative à l'appui au commerce des pays en développement/les moins avancés, la cible 17.10, relative à la mise en place d'un système commercial ouvert et non discriminatoire, et la cible 17.11, sur l'augmentation de la part des pays en développement/les moins avancés dans les exportations mondiales.

21. La priorité 3 concerne principalement l'**ODD 6** (eau propre et assainissement), l'**ODD 13** (mesures en faveur du climat) et l'**ODD 15** (vie terrestre). Elle concerne en particulier la cible 6.5 sur la gestion intégrée des ressources en eau, la cible 13.1, sur la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques, et la cible 15.1 sur l'utilisation durable des terres.

22. La priorité 4 porte principalement sur l'**ODD 2** (élimination de la faim). Elle concerne en particulier la cible 2.1 sur la sécurité alimentaire, la cible 2.2 sur la malnutrition et la cible 2.3 sur les investissements dans les infrastructures et services agricoles.

B. Commission européenne des forêts (CEF)¹²

1. Principales activités prioritaires de la Commission pour 2018-2019

23. L'objectif de la Commission européenne des forêts (CEF) est de servir d'instance de dialogue politique et technique aux pays afin de débattre de questions relatives aux forêts au niveau régional et de prendre des mesures; d'échanger des informations et, d'une manière générale, d'émettre, par l'intermédiaire d'organes subsidiaires spéciaux, des avis sur les méthodes et mesures appropriées pour résoudre des problèmes techniques et économiques, et de formuler toutes recommandations utiles dans les domaines précités. La CEF dispose d'un organe subsidiaire, le Groupe de travail sur l'aménagement des bassins versants de montagne, et d'un certain nombre de groupes de travail associés, notamment le Groupe de travail mixte CEE/FAO sur les statistiques forestières, l'économie et la gestion, ainsi que huit équipes de spécialistes CEE/FAO.

24. La CEF dispose, dans le cadre du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale et du Bureau sous-régional pour l'Asie centrale, d'un programme de travail régional dont les priorités sont les suivantes:

25. Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale (REU): i) assurer une exploitation de la filière du bois et une utilisation des ressources forestières non ligneuses dans une optique de durabilité, en particulier dans le contexte d'une demande croissante de bioénergies, en aidant les États membres à évaluer les ressources forestières/arborées et la faune sauvage et à en opérer le suivi; ii) renforcer les capacités des pays de faire face aux menaces croissantes que posent les déplacements des organismes nuisibles, dans un contexte d'expansion du commerce international et de changement climatique local, et s'appuyer sur le Guide pour la mise en œuvre des normes phytosanitaires dans le secteur forestier; iii) renforcer les capacités des pays d'évaluer et suivre les effets du changement climatique sur les ressources forestières et foncières et aider les pays à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets.

26. Bureau sous-régional pour l'Asie centrale (SEC): i) renforcer la gouvernance des forêts, notamment les structures politiques, juridiques et institutionnelles; ii) créer un système d'évaluation et de suivi des ressources forestières/arborées; iii) encourager la sécurité foncière et la propriété des forêts; iv) lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts dues à la récolte de bois de chauffe et au pâturage du bétail; v) recomposer et aménager durablement les bassins versants dans les zones de montagne et préserver les forêts ripariennes (tugai); vi) s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets sur les ressources forestières et foncières.

27. Par ailleurs, la CEF dispose d'un Programme de travail intégré en collaboration avec le Comité des forêts et de l'industrie forestière (COFIF) de la CEE, dans le cadre de la section Bois et Forêt de la CEE/FAO, établie à Genève. Celui comprend les domaines d'activité suivants pour la période 2018-2021: i) collecte de données, suivi et évaluation (notamment évaluation des ressources forestières et statistiques forestières); ii) facilitation du dialogue et prestation d'avis sur les politiques forestières; iii) communication et diffusion; iv) renforcement des capacités.

2. Liens entre les programmes stratégiques et les priorités de la Commission

28. Les activités prioritaires de la CEF sont liées à l'Objectif stratégique 2, dans le cadre des résultantes suivantes: 2.1: Les pays ont amélioré de manière durable la productivité tout en faisant face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement dans les secteurs de l'agriculture, des

¹² Site web de la Commission européenne des forêts (CEF): <http://www.fao.org/forestry/efc/fr/>
Rapport de la Réunion conjointe de la Commission européenne des forêts (trente-huitième session) et du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (soixante-treizième session): <http://www.fao.org/documents/card/en/c/c46ed0a3-dbe4-4fb4-800e-fa3379df13aa/>.

forêts et des pêches; 2.2: Les pays ont élaboré ou amélioré des politiques et des mécanismes de gouvernance en faveur d'une production durable et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches; 2.3: Les pays ont amélioré la mise en œuvre des politiques et instruments internationaux en faveur d'une agriculture, de forêts et de pêches durables; 2.4: Les pays ont pris des décisions fondées sur des éléments factuels en faveur d'une agriculture, de forêts et de pêches durables, tout en répondant au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

29. La CEF contribue également à l'Objectif stratégique 4, dans le cadre des résultantes suivantes: 4.1: Des normes internationales, des accords commerciaux et des directives volontaires sont formulés afin d'améliorer l'accès aux marchés internationaux et leur fonctionnement; 4.4: Les pays ont pris des décisions fondées sur des éléments factuels, afin d'appuyer le développement des systèmes agroalimentaires.

3. *Contribution de l'ECA au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD)*

30. Les activités de la CEF contribuent à la mise en œuvre de l'ODD 15, en particulier les cibles 15.1, 15.2 et 15.4. Les activités de la CEF contribuent également à l'ODD 2, en particulier à la cible 2.3, et à l'ODD 7, en particulier à la cible 7.2.

C. **Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI)¹³**

1. *Principales activités prioritaires de la Commission pour 2018-2019*

31. La mission de la CECPAI est d'aider les pays dans les domaines du développement durable, de l'utilisation, conservation, régénération et gestion responsable, à long terme, des pêches et de l'aquaculture dans les eaux intérieures européennes, conformément aux objectifs et aux principes du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable et d'autres instruments internationaux pertinents. Sa mission consiste également à appuyer des activités économiques, sociales et récréatives durables dans le cadre de ces objectifs, en fournissant des avis et des informations, en facilitant la coordination, en encourageant la participation et la communication des parties prenantes et en veillant à la conduite de recherches efficaces.

32. Les buts spécifiques de la CECPAI tels que définis dans le Plan stratégique 2012-2017 sont:

- But 1: Continuer à se développer en tant qu'organisation paneuropéenne de premier plan dans le domaine des pêches et de l'aquaculture dans les eaux intérieures en Europe.
- But 2: Instaurer des processus et des procédures pour formuler des avis au moyen de projets et de réseaux conformément aux demandes des membres.
- But 3: Mettre en place un réseau international d'organisations, de parties prenantes, de collectivités et d'organisations intergouvernementales pour lesquelles les pêches et l'aquaculture en eaux intérieures présentent un intérêt afin qu'il soit possible de promouvoir les objectifs de la Commission en coordination avec ces entités.

¹³ Site web de la Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI): <http://www.fao.org/fishery/rfb/eifaac/en>
Rapport de la vingt-huitième session de la CECPAI (Lillehammer [Norvège], 17-19 juin 2015): <http://www.fao.org/3/a-i4936e.pdf>.

- But 4: Mettre en action les structures, les processus et les procédures, en coordination avec le Secrétariat de la FAO, pour garantir une exécution efficace des objectifs définis par les Membres, conformément aux meilleures pratiques internationales.

33. Le plan de travail pour la période intersessions 2015-2017¹⁴, tel qu'il a été défini à la vingt-huitième session, qui s'est tenue à Lillehammer (Norvège) du 17 au 19 juin 2015, est resté axé sur les domaines prioritaires identifiés par les membres en 2010, à savoir:

- 1) Aspects sociaux et économiques des pêches et de l'aquaculture en eaux intérieures;
- 2) Favoriser la continuité fluviale;
- 3) Normalisation des techniques d'échantillonnage, des protocoles et de la déclaration des prises halieutiques;
- 4) Participation citoyenne à l'appui des sciences halieutiques. La promotion des sciences participatives est jugée essentielle pour les pêches qui ne disposent pas de beaucoup de données et pour les espèces aquatiques qui suscitent moins d'intérêt chez les chercheurs. La recherche sur les pêches récréatives constitue également une priorité et la Commission est convenue d'accorder plus d'importance à la recherche en aquaculture, afin de s'attaquer aux problèmes auxquels est confrontée l'aquaculture en eaux intérieures et qui touchent toute l'Europe.

34. La vingt-neuvième session de la CECPAI se tiendra à Stare Jablonki (Pologne), du 6 au 8 septembre 2017, et la Commission établira le plan de travail pour 2017-2018. Le colloque de la CECPAI, qui se tiendra juste avant sa vingt-neuvième session, abordera les questions du changement climatique et de «l'adaptation des pêches et de l'aquaculture en eaux intérieures au changement climatique». Les effets du changement climatique et les stratégies d'adaptation pour les pêches en eaux intérieures constitueront donc un point de débat important pour la Commission.

2. *Liens entre les programmes stratégiques et les priorités de la Commission*

35. Les activités de la Commission concernent tous les OS. L'amélioration de la capacité d'échantillonnage statistique des États membres européens et la gestion des pêches de capture en eaux intérieures ont, en particulier, un lien direct avec l'**OS 2** – Améliorer la productivité et la durabilité des pêches. L'amélioration des données et de la recherche sur l'aquaculture en eaux intérieures améliore les moyens d'existence des petits producteurs, ce qui correspond à l'**OS 3**. Ces deux domaines de priorité pour le développement des pêches en eaux intérieures sont liés à l'augmentation de la disponibilité du poisson comme source d'alimentation (**OS 1**) et à des filières alimentaires plus résilientes (**OS 5**) face aux catastrophes naturelles et au changement climatique, grâce à une plus grande diversité d'emplois et de sources d'aliments.

3. *Contribution de la Commission au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD)*

36. Les activités de la Commission ont un lien direct avec l'**ODD 1** et l'**ODD 2** – élimination de la pauvreté et de la faim – car elles encouragent l'amélioration des moyens de subsistance reposant sur les pêches et l'aquaculture en eaux intérieures et la production d'aliments riches en nutriments pour des populations en expansion. L'aquaculture en eaux intérieures d'espèces de poissons non carnivores est le moyen le plus efficace énergétiquement de produire des protéines du point de vue des émissions de carbone, notamment en comparaison avec la production de viande d'origine terrestre. Elle contribue donc à l'**ODD 13** sur les mesures en faveur du climat. L'amélioration de la recherche, la collecte de

¹⁴ Plan de travail de la CECPAI pour 2015-2017: <ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/eifac/eifaac28/3e.pdf>.

données et la gestion du secteur des pêches et de l'aquaculture en eaux intérieures sont liées à l'**ODD 12** – consommation et production responsables. Les activités de la Commission visant à améliorer la collecte de données et la recherche sur les pêches de capture en eaux intérieures peuvent faire diminuer la pression qui pèse sur les ressources marines, et donc contribuer indirectement à l'accomplissement de l'**ODD 14** sur les océans, et réduire l'impact de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) dans les eaux intérieures, par exemple au moyen d'une meilleure collecte de données et d'un meilleur suivi des pêcheurs de loisir.

D. Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)¹⁵

1. Principales activités prioritaires de la Commission pour 2018-2019

37. La priorité principale de la CGPM est la mise en œuvre de la Stratégie à moyen terme en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2017-2020¹⁶, adoptée en 2016 par la Commission dans le cadre de l'ODD 14 et de l'OS 2 de la FAO. À cet égard, il est prévu d'atteindre les cinq cibles suivantes d'ici à 2020:

- Cible 1: Inverser la tendance à la diminution des stocks de poissons grâce au renforcement des avis scientifiques à un appui à la gestion;
- Cible 2: Contribuer aux moyens de subsistance des communautés côtières en favorisant une pêche artisanale durable;
- Cible 3: Faire reculer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) au moyen d'un plan d'action régional;
- Cible 4: Réduire au maximum et atténuer les interactions indésirables entre la pêche et les écosystèmes et l'environnement marins;
- Cible 5: Renforcer les capacités et la coopération, notamment au moyen d'une assistance technique et de formations au niveau des pays.

38. Par ailleurs, la mise en œuvre de la stratégie régionale pour l'aquaculture durable, en aidant les pays à créer des zones dédiées à l'aquaculture, à définir des indicateurs environnementaux et à trouver des sites propices à l'élevage de certaines espèces, fait également partie des objectifs de la Commission.

2. Liens entre les programmes stratégiques et les priorités de la Commission

39. Comme indiqué au point 1, la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme est directement liée à l'**OS 2** «Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables». Il existe un lien étroit entre les activités planifiées de la Commission et celles de la FAO dans la région, en particulier en ce qui concerne l'aide apportée aux pays pour qu'ils élaborent et mettent en œuvre des instruments normatifs, tels que des accords internationaux, des codes de conduite, des normes techniques ou autres, et il faut tenir compte du fait que plus de la moitié des membres de CGPM à titre de parties contractantes ou parties non contractantes coopérantes relèvent du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale (REU). La CGPM met l'accent sur le renforcement du secteur des pêches et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire et joue un rôle important dans la création d'emplois dans les régions côtières.

¹⁵ Site web de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM): [http://www.fao.org/gfcm/en/Rapport de la quarantième session de la CGPM \(Saint-Julien \[Malte\], 30 mai - 3 juin 2016\): <http://www.fao.org/gfcm/reports/statutory-meetings/detail/en/c/423828/>.](http://www.fao.org/gfcm/en/Rapport%20de%20la%20quaranti%C3%A8me%20session%20de%20la%20CGPM%20(Saint-Julien%20Malte)%2030%20mai%20-%203%20juin%202016.pdf)

¹⁶ Stratégie à moyen terme en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2017-2020: http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoweb/GFCM/News/Mid-term_strategy-f.pdf.

3. *Contribution de la Commission au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD)*

40. L'ODD 14 promeut la santé et la résilience des écosystèmes marins au titre de multiples cibles, mais dépend, en fin de compte, de la mise en œuvre régionale, en particulier dans le cadre des conventions relatives aux mers et des organisations régionales de gestion des pêches, comme la CGPM. On peut considérer l'ODD 14 comme une stratégie globale invitant à mener une action progressive à tous les niveaux de gouvernance, mais c'est au niveau régional que l'avancement de la mise en œuvre des cibles doit être assuré. Ainsi, comme indiqué au point 1, la stratégie à moyen terme contribuera à l'accélération de la mise en œuvre de l'ODD 14, car elle permettra d'adapter ces cibles en fonction des priorités et spécificités régionales de la Méditerranée et de la mer Noire.

E. **Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase¹⁷**

1. *Principales activités prioritaires de la Commission pour 2018-2019*

41. La principale priorité de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase est d'aider les membres à gérer et à préserver les pêches et l'aquaculture en eaux intérieures au niveau régional, dans le cadre de l'autorité qui lui est confiée par le Bureau sous-régional du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale. Ses zones de compétence sont les eaux intérieures des États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) et du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie). En tant qu'organe relevant de l'Article XIV, la Commission a l'autorité d'imposer aux Membres des recommandations contraignantes en matière de gestion. L'une des composantes importantes de la Commission est le développement au moyen de la coopération Sud-Sud et du partage des connaissances. Les activités du deuxième Programme de travail régional quinquennal de la Commission (2016-2020)¹⁸ ayant été adoptées sont:

42. Composante 1: Gestion des pêches au moyen de l'assistance technique, afin de renforcer les cadres juridique et réglementaire et les structures institutionnelles; renforcement des capacités en matière de politiques, de gestion et de planification des pêches; collecte et gestion de données sur les pêches.

43. Composante 2: Développement de l'aquaculture au moyen d'un renforcement des capacités des systèmes de production; fourniture d'avis techniques sur la gestion des stocks d'élevage; fourniture d'avis techniques sur la fabrication des aliments pour poissons.

44. Composante 3: Pêches en eaux intérieures et conservation, en aidant à définir des objectifs en matière de gestion et de conservation des pêches en eaux intérieures; fourniture d'avis techniques sur la conservation des ressources génétiques; ateliers sur la réhabilitation de l'habitat dans le contexte des pêches en eaux intérieures; fourniture d'avis techniques sur la création de systèmes de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches en eaux intérieures; fourniture d'avis techniques sur le peuplement, le repeuplement et la pêche fondée sur l'élevage.

45. Composante 4: Activités après capture et commercialisation en fournissant des certifications dans les domaines de la gestion après capture, de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments et des procédures HACCP et en transmettant des informations sur le marché du poisson.

¹⁷ Site web de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase (en anglais): <http://www.fao.org/fishery/rfb/cacfish/en>

¹⁸ Deuxième Programme de travail régional quinquennal de la Commission (2016-2020): <http://www.fao.org/fi/static-media/MeetingDocuments/CACFish/2016/Inf5e.pdf>

46. Composante 5: Recherche et renforcement des capacités au moyen de l'appui à la recherche, au développement technologique, à la formation et à l'éducation dans le domaine des pêches et de l'aquaculture et formation de chercheurs, de personnel technique ministériel, de responsables d'écloseries et de représentants des organisations de pêcheurs.

47. L'efficacité de la mise en œuvre du deuxième Programme de travail régional quinquennal dépend du budget alloué, qui provient des contributions des Membres. Actuellement, la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase est constituée de cinq Membres (Arménie, Azerbaïdjan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turquie). D'autres pays – la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine – ont fait part de leur intérêt et ont participé en tant qu'observateurs à la cinquième session, qui s'est tenue en octobre 2016, à Tachkent. Afin d'atteindre les objectifs liés aux projets de la Commission, des fonds extrabudgétaires sont disponibles, notamment dans le cadre du Programme de partenariat FAO/Turquie (FTPP), du FPPP II et du projet de «Renforcement des capacités pour la gestion durable des pêches et de l'aquaculture en Asie centrale» (FishCap)¹⁹.

48. La sixième session de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase se tiendra à Izmir (Turquie), en mai ou juin 2018, et la Commission établira le plan de travail 2018-2020 à ce moment-là. Le programme de travail pour la période intersessions 2016-2018 sera évalué dans le cadre de la quatrième réunion du Comité consultatif technique, qui se tiendra à Tblissi (Géorgie) en novembre 2017.

2. Liens entre les programmes stratégiques et les priorités de la Commission

49. Les composantes 1, 2 et 3 des objectifs de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase sont liées à l'**Objectif stratégique 2**, à savoir promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et la meilleure utilisation possible des ressources biologiques aquatiques, ainsi que le développement durable de l'aquaculture en Asie centrale et dans le Caucase en tenant compte de la nature des pêches artisanales et des aquaculteurs en eaux intérieures dans la région. La Commission a également un rôle à jouer en ce qui concerne l'**OS 3**, à savoir améliorer les moyens d'existence des petits producteurs et favoriser leur accès à un emploi décent. Étant donné que la gestion de la chaîne de valeur après capture, la fourniture d'informations sur le marché du poisson et la promotion de la certification HACCP visant à assurer la sécurité sanitaire des aliments figurent parmi la liste de ses activités, la Commission contribue également à la mise en œuvre de l'**OS 1** et de l'**OS 4**.

3. Contribution de la Commission au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD)

50. Les activités de la Commission sont étroitement liées à l'**ODD 1** et à l'**ODD 2** (élimination de la pauvreté et de la faim), car celle-ci fournit une assistance technique et appuie le renforcement des capacités dans différents domaines des pêches et de l'aquaculture, ce qui permet d'augmenter la production et les revenus des populations rurales et de contribuer à l'alimentation des personnes en leur donnant accès à des aliments à la composition différente et riches en protéines et en micronutriments.

¹⁹ La Commission a considéré que le projet FishCap contribuait d'une manière essentielle à ses activités pour la période 2017-2020 et a approuvé les objectifs, les résultats, les produits et les activités de ce projet. Il a été reconnu que le projet FishCap permettrait à la Commission d'exécuter au moins un tiers de son deuxième Programme de travail régional (2016-2020). La Commission a demandé au Secrétariat de la Commission, à la FAO et au Ministère turc de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage de proposer un projet disposant d'un budget adapté en vue de son approbation par le Comité directeur du FPPP, afin de s'assurer que sa mise en œuvre puisse commencer en 2017.

L'aide à la mise en place de la sécurité sanitaire des aliments et de l'assurance qualité dans la chaîne de production du poisson en favorisant l'introduction du système HACCP est liée à l'**ODD 3**. L'assistance technique fournie pour la gestion des pêches et le secteur de l'aquaculture contribue à l'**ODD 14**. L'appui aux pêches en eaux intérieures et à la conservation, notamment la bonne gestion des différents domaines aquatiques, constitue une base pour l'**ODD 6**.

III. Conclusions et recommandations

51. Le résumé des priorités et des programmes de travail des différentes commissions techniques dans la région montre que les analyses techniques et les débats, ainsi que les recommandations en matière de politiques, ont été approfondis et expose des liens évidents entre les commissions en ce qui concerne la façon de relever les défis dans la région.

52. Suite à la décision de la Conférence régionale pour l'Europe qui indiquait que la CEF, la CECPAI et l'ECA devaient systématiquement faire rapport à la Conférence régionale pour l'Europe, et à celle formulée par la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase à sa cinquième session (10-12 octobre 2016), de faire également rapport à la Conférence, le besoin de coordination entre les commissions régionales concernées a été à nouveau souligné. La CGPM est également encouragée à examiner la possibilité de prendre part à cet accord formel.

53. Il faudrait alors que toutes les commissions techniques examinent leurs activités et leurs priorités, afin de travailler de façon plus cohérente sur les priorités régionales globales, comme l'a indiqué la Conférence régionale pour l'Europe, et mettre l'accent sur les contributions aux priorités régionales et aux initiatives régionales respectives de la région. Il serait souhaitable que chaque commission fasse rapport sur les priorités régionales à la prochaine Conférence régionale pour l'Europe, qu'elles harmonisent leurs modalités d'établissement des rapports, qu'elles cherchent les occasions d'organiser des débats et des présentations conjoints et qu'elles travaillent sur des thèmes d'intérêt commun lors des manifestations parallèles conjointes de la Conférence.

54. Compte tenu du caractère universel des objectifs de développement durable, ainsi que de l'importance de trouver des synergies pour les programmes stratégiques transversaux, il faudrait que les commissions dialoguent plus souvent, avec le souci d'aligner leurs activités sur les ODD et les objectifs stratégiques de la FAO, afin de s'assurer que les priorités définies n'entrent pas en contradiction les unes avec les autres:

- En renforçant le dialogue et la coopération entre les commissions, notamment le partage d'informations sur les objectifs et les activités, et en invitant des représentants d'autres commissions aux sessions, afin de trouver des synergies et d'harmoniser l'établissement des priorités dans la région au niveau des États membres également;
- le cas échéant, en organisant des sessions techniques conjointes et en créant des groupes experts conjoints entre les commissions, afin d'aborder les questions générales dans les domaines techniques et scientifiques;
- en réorganisant le site web du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale, afin que celui-ci présente les activités de toutes les commissions techniques, de donner plus d'informations et de sensibiliser les pays;

55. Pour réaliser ces activités conjointes, le mécanisme proposé consisterait à demander à la Conférence de confier la coordination de ce processus à un groupe de travail informel de la Conférence qui serait composé des présidents et secrétaires de toutes les commissions régionales participantes et de mettre en place une présidence par roulement entre les présidents des commissions régionales.

Annexe 1

A. Objectifs stratégiques (OS) de la FAO²⁰

- OS 1:** Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition
OS 2: Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables
OS 3: Réduire la pauvreté rurale
OS 4: Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces
OS 5: Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

B. Objectifs de développement durable – Programme 2030²¹

- Objectif 1:** Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et en tous lieux
Objectif 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
Objectif 3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
Objectif 4: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
Objectif 5: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
Objectif 6: Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
Objectif 7: Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable
Objectif 8: Promouvoir une croissance économique soutenue partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
Objectif 9: Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
Objectif 10: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
Objectif 11: Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
Objectif 12: Établir des modes de consommation et de production durables
Objectif 13: Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
Objectif 14: Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
Objectif 15: Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
Objectif 16: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous
Objectif 17: Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le redynamiser

²⁰ Plan à moyen terme 2018-2021 et Programme de travail et budget 2018-2019 (page 7): <http://www.fao.org/3/a-ms278f.pdf>.

²¹ Site web de la FAO sur les ODD: <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/fr/>.

C. Cibles et indicateurs des ODD inclus dans le cadre de résultats 2018-2021 au niveau des objectifs stratégiques²²

Symbole de l'ODD	Référence de l'ODD	Nombre de cibles concernées	Nombre d'indicateurs	Référence à l'OS (en gras s'il concerne 3 indicateurs ou plus)
	ODD 2	8	13	OS1, OS2, OS3, OS4, OS5
	ODD 1	6	10	OS3, OS5
	ODD 15	5	6	OS2, OS5
	ODD 8	4	4	OS3, OS4
	ODD 13	3	4	OS2, OS5
	ODD 14	4	4	OS2, OS3, OS4
	ODD 10	2	2	OS3, OS4
	ODD 5	1	2	OS3, OS5
	ODD 6	1	2	OS2
	ODD 3	1	1	OS 1
	ODD 9	1	1	OS4
	ODD 11	1	1	OS5
	ODD 12	1	1	OS4
	ODD 16	1	1	OS5
	ODD 17	1	1	OS4
Total	15	40	53	

²² Plan à moyen terme 2018-2021 et Programme de travail et budget 2018-2019 (page 12): <http://www.fao.org/3/a-ms278f.pdf>.